

La reprise des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne, dont Washington faisait une priorité, sont-elles dans l'impasse ?

Il y a un mois, j'avais axé ma revue de l'actualité internationale sur la place prise par Barack Obama sur la scène mondiale ; je la jugeais importante, pour ne pas dire déterminante. Un ou deux jours plus tard, le président américain se voyait décerner le Prix Nobel de la Paix. Un mois s'est écoulé : des dossiers lourds restent en suspens ; je n'en ferai pas grief à Obama, qu'il s'agisse de l' « Afpak » ou de l'Iran. Les réponses qu'il souhaite apporter à ces deux dossiers ne nous sont pas connues. Par contre, le recul effectué par la Secrétaire d'Etat le 1^{er} novembre à Jérusalem sur le gel de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est est très préoccupant pour la reprise du processus de paix. Un diplomate américain reconnaissait, dans une déclaration au *Monde*, que « les Etats-Unis avaient fixé la barre un peu haut. » Mais n'avaient-ils pas simplement repris une des conditions de la feuille de route du Quartet ? Et cette exigence ne s'imposait-elle pas, d'autant que le programme de gouvernement de la nouvelle majorité israélienne prévoyait la relance de la colonisation ? Dans le rapport asymétrique caractérisant les relations israélo-palestiniennes, il n'est pas choquant que la communauté internationale veille aux intérêts majeurs du plus faible. L'arrêt de la colonisation, le démantèlement des colonies illégales, conformément d'ailleurs à la législation internationale, sont essentiels si l'on veut éviter la transformation de la Cisjordanie en un Bantoustan dont il serait totalement irréaliste de vouloir faire un Etat. Il est peut-être déjà bien tard... Je renvoie à cet égard ceux d'entre vous qui auraient eu la bonne idée de se procurer *L'Atlas « Un monde à l'envers »* du *Monde diplomatique*, publié au printemps, à la carte figurant à la page 129. Imaginée par le concepteur à partir de documents fournis par le *Bureau de coordination pour les affaires humanitaires dans les territoires occupés* et *B'Tselem*, elle représente la Cisjordanie et Jérusalem-Est, avec un humour grinçant, sous la forme d'un archipel, tellement les zones plus ou moins sous contrôle palestinien sont éparpillées et baignées par un océan d'occupation et de colonies israéliennes...

Souvenons-nous qu'en septembre 2008, (mais bien sûr il savait qu'il devrait renoncer à ses fonctions ministérielles), Ehoud Olmert déclarait : « *Nous avons une fenêtre d'opportunité – un peu de temps avant d'entrer dans une situation extrêmement dangereuse – pour franchir une étape historique dans nos relations avec les palestiniens (...) Nous devons conclure un accord fondé sur notre retrait presque total, sinon total, des territoires. Un certain pourcentage resterait dans nos mains, mais nous devons donner aux palestiniens le même pourcentage – sans quoi il n'y aura pas de paix.* »

Et donc, l'abandon de cette condition essentielle aux yeux des palestiniens, aux yeux de tous, risque bien, au lieu de faciliter la reprise des négociations, selon le nouveau discours du Département d'Etat, de les paralyser totalement.

La situation est d'autant plus grave que cette nouvelle attitude coïncide avec un discrédit marqué de Mahmoud Abbas dans l'opinion palestinienne : il lui est reproché de s'être laissé convaincre trop facilement par les Américains de venir rencontrer, pour rien, Benyamin Netanyahu à Washington, puis, surtout, d'avoir voulu mettre sous le boisseau le rapport *Goldstone* qui mettait gravement en cause l'armée israélienne lors de son offensive à Gaza à l'hiver 2008, même s'il s'est ravisé par la suite... Enfin, croyant tirer les conclusions du nouvel échec du processus de réconciliation inter-palestinien en fixant la date des élections législatives et présidentielle au 24 janvier alors qu'il savait que le Hamas les jugerait inconstitutionnelles (le Hamas envisage, par mesure de rétorsion, d'organiser ses propres élections...) il a pris le risque de cristalliser, voire d'institutionnaliser la coupure des territoires palestiniens en deux.

Chacun sait, pourtant, que la réconciliation entre les deux factions palestiniennes, le Fatah et le Hamas, est une autre condition non écrite, mais évidente, à la reprise des négociations, et au règlement de très nombreux problèmes concernant l'aide internationale à Gaza, aujourd'hui complètement et dramatiquement asphyxiée...

Le volontarisme affiché par la nouvelle administration américaine n'aurait-il pas dû déjà profiter des opportunités offertes par un début de dialogue avec Damas et plus discrètement avec Téhéran, pour introduire dans le difficile dialogue inter-palestinien des arguments dont les Egyptiens ne disposent pas forcément ? Le dialogue avec le Hamas, même s'il doit être indirect et informel, ne doit-il pas être encouragé ?...

On retire de ces premiers mois de présidence Obama l'impression d'une omniprésence au Moyen-Orient de ses envoyés, qui nous donnerait presque le tournis, alors que les fondamentaux sont oubliés...

Or, la situation en Palestine est très préoccupante : faute de perspectives concrètes, ne peut-on craindre que les manifestations violentes qui ont tendance à se renouveler chaque vendredi sur l'Esplanade des mosquées ne débouchent sur une troisième Intifada ?...

Jean-Jacques Pascal

PS. Aussitôt après avoir rédigé cette note, j'apprends que Mahmoud Abbas, peut-être dans une démarche tactique, déclare ne pas vouloir solliciter le renouvellement de son mandat... (5-11-09 19h45)